

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE  
CHALLANS-GOIS-COMMUNAUTE

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

**Servitude – I4**

DOSSIER ARRÊTÉ PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE LE : 15/02/2024

Vu pour être annexé à la délibération du conseil communautaire du 15.02.2024

Le Président



Alexandre HUVET

## ÉLECTRICITÉ

Ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire

(direction générale de l'industrie et des matières premières, direction du gaz, de l'électricité et du charbon).

### I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.

Servitude d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres.

- L'ordonnance du 15 juin 1906, article 12, modifiée par les lois du 19 juillet 1922, du 13 juillet 1925 (art. 298) et du 4 juillet 1935, les décrets des 27 décembre 1925, 17 juin et 11 novembre 1938 et le décret n° 67.885 du 6 octobre 1967.
- Article 35 de la loi n° 46.628 du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz.
- Ordonnance n° 58.997 du 23 octobre 1958 (art. 60) relative à l'expressivité portant modification de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946.
- Décret n° 67.886 du 6 octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article II de la loi du 15 juin 1906 et confiant au juge de l'expressivité la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes.
- Décret n° 85.1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi DO 46-628 du 8 avril 1946, concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes.
- Circulaire n° 70.13 du 24 juin 1970 (mise en application des dispositions du décret du 11 juin 1970) complétée par la circulaire n° LR-J/A-033879 du 13 novembre 1985 (nouvelles dispositions découlant de la loi n° 83.630 du 11 juillet 1983 sur la démocratisation des enquêtes publiques et du décret n° 85.453 du 23 avril 1985 pris pour son application).

### II, - PROCÉDURE D'INSTITUTION

#### A. - PROCÉDURE

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres bénéficient :

- aux travaux déclarés d'utilité publique (art. 35 de la loi du 8 avril 1947) ;
- aux lignes placées sous le régime de la concession ou de la régie réalisée avec le concours financier de l'Etat, des départements, des communes ou syndicats de communes (art. 298 de la loi du 13 juillet 1925) et non déclarées d'utilité publique (1).

La déclaration d'utilité publique des ouvrages d'électricité en vue de l'exercice des servitudes est obtenue conformément aux dispositions des chapitres Ier et II du décret du 11 juin 1970 modifié par le décret n°85.1109 du 15 octobre 1985.

La déclaration d'utilité publique est prononcée :

- soit par arrêté préfectoral ou arrêté conjoint des préfets des départements intéressés et en cas de désaccord par arrêté du ministre chargé de l'électricité, en ce qui concerne les ouvrages de distribution publique d'électricité et de gaz et des ouvrages du réseau d'alimentation générale en énergie électrique ou de distribution aux services publics d'électricité de tension inférieure à 225 kV [art. 4, alinéa 2, du décret n°1109 du 15 octobre 1985) ;
- soit par arrêté du ministre chargé de l'électricité ou arrêté conjoint du ministre chargé de l'électricité et du ministre chargé de l'urbanisme s'il est fait application des articles L. 123.8 et R. 123-35-3 du code de l'urbanisme, en ce qui concerne les mêmes ouvrages visés ci-dessus, mais d'une tension supérieure ou égale à 225 kv (an. 7 du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985).

## ÉLECTRICITÉ

Le bénéfice des servitudes instituées par les lois de 1906 et de 1925 vaut pour l'ensemble des installations de distribution d'énergie électrique, sans qu'il y ait lieu de distinguer selon que la ligne dessert une collectivité publique ou un service public ou une habitation privée (Conseil d'État, 11 février 1985, ministre de l'industrie contre Michaud : req. n° 36313).

La procédure d'établissement des servitudes est définie par le décret du 11 juin 1970 en son titre II (le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret du 11 juin 1970 n'a pas modifié la procédure d'institution des dites servitudes). La circulaire du 24 juin 1970 reste applicable.

À défaut d'accord amiable, le distributeur adresse au préfet par l'intermédiaire de l'ingénieur en chef chargé du contrôle, une requête pour l'application des servitudes, accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes. Le préfet prescrit alors une enquête publique dont le dossier est transmis aux maires des communes intéressées et notifié au demandeur. Les maires concernés donnent avis de l'ouverture de l'enquête et notifient aux propriétaires concernés les travaux projetés. Le demandeur, après avoir eu connaissance des observations présentées au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au préfet, qui institue par arrêté les servitudes que le demandeur est autorisé à exercer après l'accomplissement des formalités de publicité mentionnées à l'article 18 du décret du 11 juin 1970 et visées ci-dessous en C.

Par ailleurs, une convention peut être passée entre le concessionnaire et le propriétaire ayant pour objet la reconnaissance des dites servitudes. Cette convention remplace les formalités mentionnées ci-dessus et produit les mêmes effets que l'arrêté préfectoral (art. 1er du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967) (1).

### B. - INDEMNISATION

Les indemnités dues à raison des servitudes sont prévues par la loi du 15 juin 1906 en son article 12. Elles sont dues en réparation du préjudice résultant directement de l'exercice des servitudes (2). Elles sont dues par le maître d'ouvrage. La détermination du montant de l'indemnité, à défaut d'accord amiable, est fixée par le juge de l'expertise (art. 20 du décret du 11 juin 1970). Les dommages survenus à l'occasion des travaux doivent être réparés comme des dommages de travaux publics (3). Dans le domaine agricole, l'indemnité des exploitants agricoles et des propriétaires est calculée en fonction des conventions passées, en date du 21 octobre 1987, entre Electricité de France et l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (A.P.C.A.) et rendues applicables par les commissions régionales instituées à cet effet. Pour les dommages instantanés liés aux travaux, l'indemnité est calculée en fonction d'un accord passé le 21 octobre 1981 entre l'A.P.C.A., E.D.F. et le syndicat des entrepreneurs de réseaux, de centrales et d'équipements industriels électriques (S.E.R.C.E.).

### C. - PUBLICITÉ

- Affichage en mairie de chacune des communes intéressées, de l'arrêté instituant les servitudes. Notification au demandeur de l'arrêté instituant les servitudes.
- Notification dudit arrêté, par les maires intéressés ou par le demandeur, à chaque propriétaire et exploitant pourvu d'un titre régulier d'occupation et concerné par les servitudes.

## III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

### A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

#### 1 - Prerogatives exercées directement par la puissance publique

## ÉLECTRICITÉ

Dr`it p`ur le bénéficiaire d'établir à demeure des supp`rts et ancrages p`ur c`nducteurs aériens d'électricité, s`it à l'extérieur des murs `u façades d`nnant sur la v`ie publique, sur les t`its et terrasses des bâtiments, à c`nditi`n qu`n y puisse accéder par l'extérieur, dans les c`nditi`ns de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Dr`it p`ur le bénéficiaire, de faire passer les c`nducteurs d'électricité au-dessus des pr`priétés, s`us les mêmes c`nditi`ns que ci-dessus, peu imp`rte que les pr`priétés s`ient `u n`n cl`ses `u bâties (servitude de surpl`mb).

Dr`it p`ur le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisati`ns s`uterraines `u des supp`rts p`ur les c`nducteurs aériens, sur des terrains privés n`n bâtis qui ne s`nt pas fermés de murs `u autres clôtures équivalentes (servitude d'implantati`n). L`rsqu'il y a applicati`n du décret du 27 décembre 1925, les supp`rts s`nt placés autant que p`ssible sur les limites des pr`priétés `u des clôtures.

Dr`it p`ur le bénéficiaire, de c`uper les arbres et les branches qui se tr`uvent à pr`ximité des c`nducteurs aériens d'électricité, gênent leur p`se `u p`urraient par leur m`uvement `u leur chute `ccasi`nner des c`urts circuits `u des avaries aux `ouvrages (décret du 12 n`vembre 1938).

### **2. Obligations de faire imposer au propriétaire**

Néant.

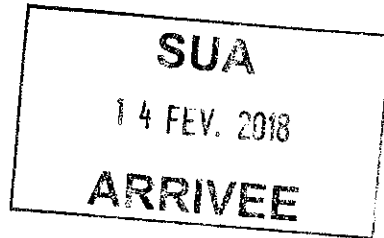
## **B. - LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL**

### **1. Obligations passives**

Obligati`n p`ur les pr`priétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise expl`itante p`ur la p`se, l'entretien et la surveillance des installati`ns. Ce dr`it de passage ne d`it être exercé qu' en cas de nécessité et à des heures n`rmales et après av`ir prévenu les intéressés, dans t`ute la mesure du p`ssible.

### **2. Droits résiduels des propriétaires**

Les pr`priétaires d`nt les immeubles s`nt grevés de servitudes d'appui sur les t`its `u terrasses `u de servitudes d'implantati`n `u de surpl`mb c`nservent le dr`it de se cl`re `u de bâtir, ils d`ivent t`utefois un m`is avant d'entreprendre l'un de ces travaux, prévenir par lettre rec`mmandée l'entreprise expl`itante.



→ RD

VOS REF. SUA/PAC/RD n°2018.05c  
NOS REF. LE-DI-CDI-NTS-SCET-18-URBANISME  
REF. DOSSIER TER-PAC-2018-85047-CAS-121940-H4R7F9

DDTM VENDEE  
Service Urbanisme et Aménagement  
19 rue Montesquieu  
BP 60827  
85021 LA ROCHE SUR YON CEDEX

INTERLOCUTEUR Sandrine ESTARELLAS  
TÉLÉPHONE 02.40.67.39.02  
MAIL Rte-cdi-nts-scet@rte-france.com  
FAX 0811 101 129  
OBJET PAC - PLUi - CC CHALLANS GOIS COMMUNAUTE

À l'attention de :  
Mme Roselyne DURAND

LA CHAPELLE-SUR-ERDRE, le 12 FEV. 2018

Monsieur LE Préfet,

Nous accusons réception du courrier relatif au Porter à connaissance concernant le projet d'élaboration du PLUi de la communauté de communes CHALLANS GOIS COMMUNAUTE, et transmis par vos services pour avis le 24/01/2018.

**RTE**, afin de préserver la qualité et la sécurité du transport d'énergie électrique, c'est à dire des ouvrages de tension supérieure à 50 000 volts (HTB) attire l'attention des Services sur les éléments suivants.

Les lignes HTB sont des ouvrages techniques spécifiques :

- En hauteur et en tenue mécanique, ils sont soumis à des règles techniques propres (arrêté interministériel technique). Ils peuvent également être déplacés, modifiés, ou surélevés pour diverses raisons (sécurisation de traversées de routes, autoroutes, voies ferrées, construction de bâtiments, etc.).
- Leurs abords doivent faire l'objet d'un entretien tout particulier afin de garantir la sécurité des tiers (élagage et abattage d'arbres) et leur accès doit être préservé à tout moment.

**RTE** demande donc de préciser au dossier du PLUi :

## 1/ Règlement

Au chapitre des dispositions générales ou dans chaque zone impactée :

### 1.1. Pour les lignes HTB

- Que les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux ouvrages de transport d'électricité HTB (tension > 50 kV), faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnés dans la liste des servitudes ;



- Que le PLUi autorise la construction d'ouvrages électriques à Haute et très Haute tension, dans les zones concernées, afin que nous puissions réaliser les travaux de maintenance et de modification ou la surélévation de nos lignes pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques ;
- Que la hauteur spécifiée dans le règlement ne soit pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris.

#### 1.2. Pour les postes de transformation

Que sont autorisés des aménagements futurs tels que la construction de bâtiments techniques, équipements, et de mise en conformité des clôtures du poste.

### **2/ Servitudes**

Nous vous confirmons que le territoire est traversé par les ouvrages à haute et très haute tension (>50 000 volts) du Réseau Public de Transport d'Électricité suivants (servitude I4, articles L.321-1 et suivants et L.323-3 et suivants du Code de l'énergie) :

---

#### ***Beauvoir-sur-Mer***

---

LIAISON 90kV N° 1 BEAUVOIR(BEAUVOIR-SUR-MER)-CHALLANS,  
POSTE DE TRANSFORMATION D'ENERGIE ELECTRIQUE 90kV BEAUVOIR.

---

#### ***Challans***

---

LIAISON 90kV N° 1 BEAUVOIR(BEAUVOIR-SUR-MER)-CHALLANS,  
LIAISON 90kV N° 1 CHALLANS - PALLUAU – SOULLANS,  
LIAISON 90kV N° 1 CHALLANS – SOULLANS,  
POSTE DE TRANSFORMATION D'ENERGIE ELECTRIQUE 90kV CHALLANS.

---

#### ***Châteauneuf***

---

LIAISON 90kV N° 1 BEAUVOIR(BEAUVOIR-SUR-MER)-CHALLANS.

---

#### ***La Garnache***

---

LIAISON 90kV N° 1 BEAUVOIR(BEAUVOIR-SUR-MER)-CHALLANS.



---

### *Saint-Christophe-du-Ligneron*

---

LIAISON 225kV N° 1 MERLATIERE – SOULLANS,  
LIAISON 225kV N° 2 MERLATIERE – SOULLANS,  
LIAISON 90kV N° 1 CHALLANS - PALLUAU – SOULLANS.

---

### *Saint-Gervais*

---

LIAISON 90kV N° 1 BEAUVOIR(BEAUVOIR-SUR-MER)-CHALLANS.

---

### *Sallertaine*

---

LIAISON 90kV N° 1 BEAUVOIR(BEAUVOIR-SUR-MER)-CHALLANS.

Vous trouverez en annexe à ce courrier les cartes permettant de les situer.

Nous vous informons également que le tracé de nos ouvrages en exploitation est disponible au format SIG sur le site de l'Open Data RTE (<https://opendata.rte-france.com/pages/accueil/>) et en y faisant une recherche sur « INSPIRE ».

**RTE** demande de joindre en annexe du PLUi, conformément à l'article L.151-43 du Code de l'urbanisme, la liste des ouvrages et les cartes ou la numérisation de ces cartes, annexées à la présente.

Compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence de ces ouvrages (sécurité et opposabilité), il convient de noter les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur votre territoire :

**RTE - GMR ATLANTIQUE**  
**4 rue du Bois Fleuri**  
**BP 50423**  
**44204 NANTES CEDEX 2**  
**Standard : 02 40 80 21 00**  
**Fax : 02 40 80 21 66**

Nous vous demandons également de mentionner le nom et les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux en annexe de votre PLUi en complément de la liste des servitudes.



Une note d'information relative à la servitude I4 vous est communiquée. Elle précise notamment qu'il convient de contacter le Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur votre territoire:

- Pour toute demande de coupe et d'abattage d'arbres ou de taillis.
- Pour toute demande de certificat d'urbanisme, d'autorisation de lotir et de permis de construire, situés dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe de nos ouvrages précités.

Nous vous précisons à cet égard qu'il est important que nous puissions être consultés pour toute demande d'autorisation d'urbanisme, afin que nous nous assurions de la compatibilité des projets de construction avec la présence de nos ouvrages, au regard des prescriptions fixées par l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Vous trouverez également, pour information, la plaquette "PREVENIR pour mieux CONSTRUIRE" relative à nos recommandations concernant les travaux à effectuer à proximité des ouvrages électriques à haute et très haute tension.

Nous rappelons en outre que toute personne qui envisage de réaliser une construction au voisinage de nos ouvrages doit, après consultation du guichet unique ([www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr)), se conformer aux procédures de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) fixées par les articles R.554-1 et suivants du Code de l'Environnement.

### **3/ Remarque importante relative à l'espace boisé classé**

**RTE** appelle tout particulièrement votre attention sur le fait que les servitudes I4 ne sont pas compatibles avec un espace boisé classé et que dans le cas d'un surplomb de ligne, un déclassement du bois s'impose.

Les largeurs à déclasser sous les lignes sont les suivantes :

- 05 m de part et d'autre de l'axe des lignes souterraines ;
- 20 m de part et d'autre de l'axe des lignes 45kV ;
- 30 m de part et d'autre de l'axe des lignes 63 kV et 90kV ;
- 40 m de part et d'autre de l'axe des lignes 2 x 63 kV et 2 x 90 kV ;
- 40 m de part et d'autre de l'axe des lignes 150 kV ;
- 40 m de part et d'autre de l'axe des lignes 225 kV ;
- 80 m de part et d'autre de l'axe des lignes 2 x 225 kV ;
- 50 m de part et d'autre de l'axe des lignes 400 kV ;
- 100 m de part et d'autre de l'axe des lignes 2 x 400 kV.

Dans le cadre de la procédure de consultation que vous initiez, nous vous demandons de bien vouloir nous transmettre un dossier complet du projet d'arrêt du PLUi afin d'être en mesure d'émettre un avis à ce stade ultime de la procédure. De préférence, nous souhaiterions recevoir le dossier du projet d'arrêt du PLUi via un lien de téléchargement.





Restant à votre disposition pour vous fournir tout renseignement complémentaire que vous pourriez désirer, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de notre considération distinguée.

La Responsable Environnement Tiers,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'S. Willer', with a long horizontal line extending to the right.

Sandrine WILLER

PJ : Cartes, Note d'information relative à la servitude I4 et la plaquette « PREVENIR pour mieux construire »

Copie : CHALLANS GOIS COMMUNAUTÉ



## NOTE D'INFORMATION RELATIVE AUX LIGNES ET CANALISATIONS ELECTRIQUES

### Ouvrages du réseau d'alimentation générale

#### SERVITUDES I4

#### Ancrage, appui, passage, élagage et abattages d'arbres

#### REFERENCES :

- Articles L.321-1 et suivants et L.323-3 et suivants du Code de l'énergie ;
- Décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;
- Décret n° 70-492 du 11 Juin 1970 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 Avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes.

#### EFFETS DE LA SERVITUDE

Ce sont les effets prévus par les articles L.323-3 et suivants du Code de l'énergie. Le décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique établit une équivalence entre l'arrêté préfectoral de mise en servitudes légales et les servitudes instituées par conventions.

#### A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, dans les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés, sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient, ou non, closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation).

Droit pour le bénéficiaire, de couper les arbres et les branches qui se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (article L.323-4 du Code de l'énergie).

#### B - LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL

##### 1° / Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents et aux préposés du bénéficiaire pour la pose, l'entretien, la réparation et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'à des heures normales et après avoir



prévenu les intéressés, sauf en cas d'urgence.

## 2°/ Droits des propriétaires

Les propriétaires, dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses, conservent le droit de démolir, réparer ou surélever. Les propriétaires, dont les terrains sont grevés de servitudes d'implantation ou de surplomb, conservent également le droit de se clore ou de bâtir. Dans tous les cas, les propriétaires doivent toutefois un mois avant d'entreprendre ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'exploitant de l'ouvrage.

### REMARQUE IMPORTANTE

Il convient de consulter l'exploitant du réseau avant toute délivrance de permis de construire à moins de 100 mètres des réseaux HTB > 50 000 Volts, afin de vérifier la compatibilité des projets de construction avec ses ouvrages, en référence aux règles de l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

### EFFETS DE LA SERVITUDE CONCERNANT LES TRAVAUX

Mesures à prendre avant l'élaboration de projets et lors de la réalisation de travaux (excepté les travaux agricoles de surfaces) à proximité des ouvrages de transport électrique HTB (lignes à haute tension).

En application du décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, codifié aux articles R.554-20 et suivants du Code de l'environnement, le maître d'ouvrage des travaux est soumis à plusieurs obligations et doit notamment consulter le guichet unique sur l'existence éventuelle d'ouvrages dans la zone de travaux prévue.

Lorsque l'emprise des travaux entre dans la zone d'implantation de l'ouvrage, le maître d'ouvrage doit réaliser une déclaration de projet de travaux (DT).

L'exécutant des travaux doit également adresser une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) reprenant les mêmes informations que la DT (localisation, périmètre de l'emprise des travaux, nature des travaux et techniques opératoires prévues).

L'exploitant des ouvrages électriques répond alors dans un délai de 9 jours pour les DT dématérialisées et 15 jours pour les DT non dématérialisées et toute DICT. Des classes de précisions sont données par les exploitants et des investigations complémentaires peuvent être réalisées.

### SERVICES RESPONSABLES

**NATIONAL** : Ministère en charge de l'énergie

#### **REGIONAUX OU DEPARTEMENTAUX :**

Pour les tensions supérieures à 50 000 volts

- DREAL,
- RTE.

Pour les tensions inférieures à 50 000 Volts, hors réseau d'alimentation générale

- DREAL,
- Distributeurs Enedis et /ou Régies.

**Beauvoir-sur-Mer**  
85018

CC Challans-Gois Communauté

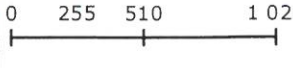


**Symbologie RTE**

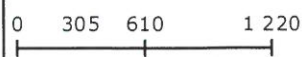
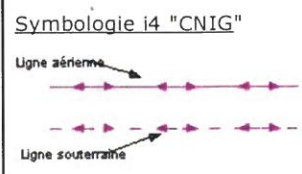
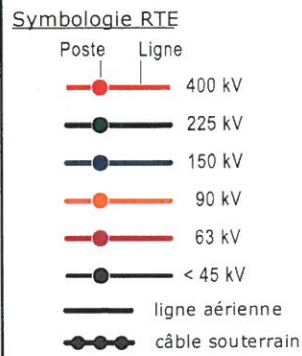
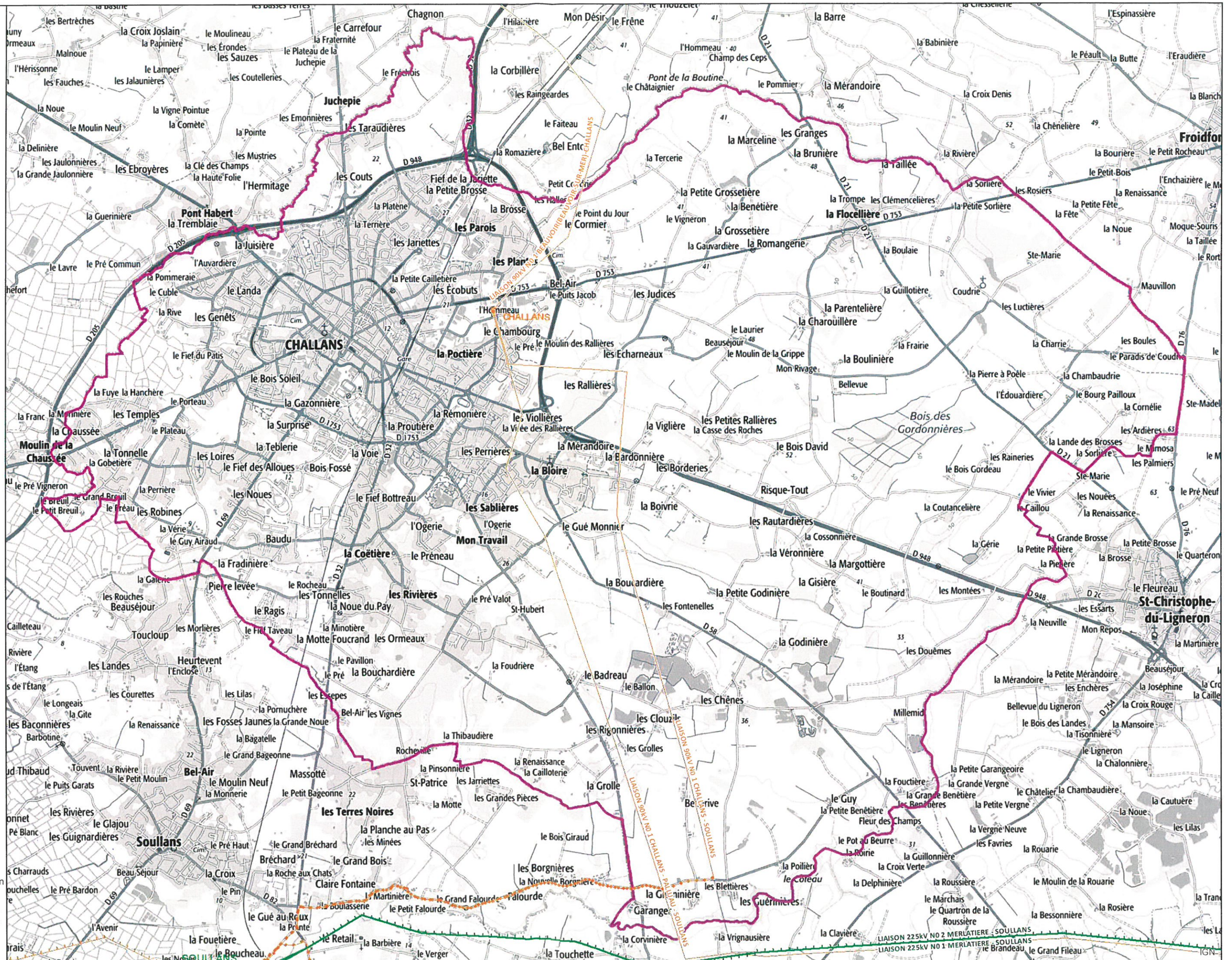
Poste	Ligne
400 kV	
225 kV	
150 kV	
90 kV	
63 kV	
< 45 kV	
ligne aérienne	
câble souterrain	

**Symbologie I4 "CNIG"**

	Ligne aérienne
	Ligne souterraine



données SIG RTE accessibles sur <https://opendata.rte-france.com/>



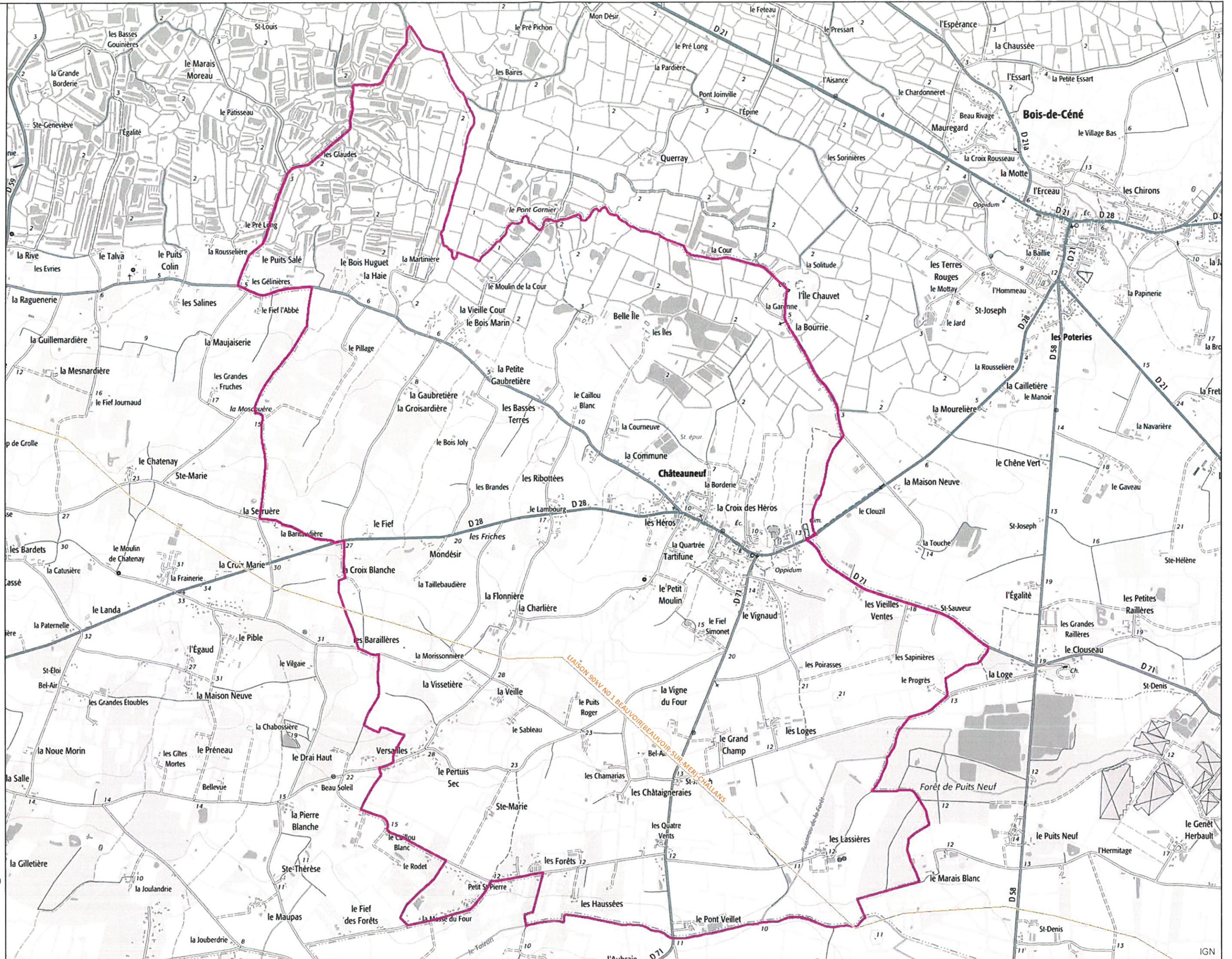


Le réseau de transport d'électricité

# Châteauneuf

85062

CC Challans-Gois Communauté



### Symbologie RTE

- |                   |       |
|-------------------|-------|
| Poste             | Ligne |
|                   |       |
|                   |       |
|                   |       |
|                   |       |
|                   |       |
| < 45 kV symbol"/> |       |
|                   |       |
|                   |       |

### Symbologie I4 "CNIG"

- |  |                   |
|--|-------------------|
|  | Ligne aérienne    |
|  | Ligne souterraine |

0 190 380 760m

données SIG RTE accessibles sur <https://opendata.rte-france.com/>

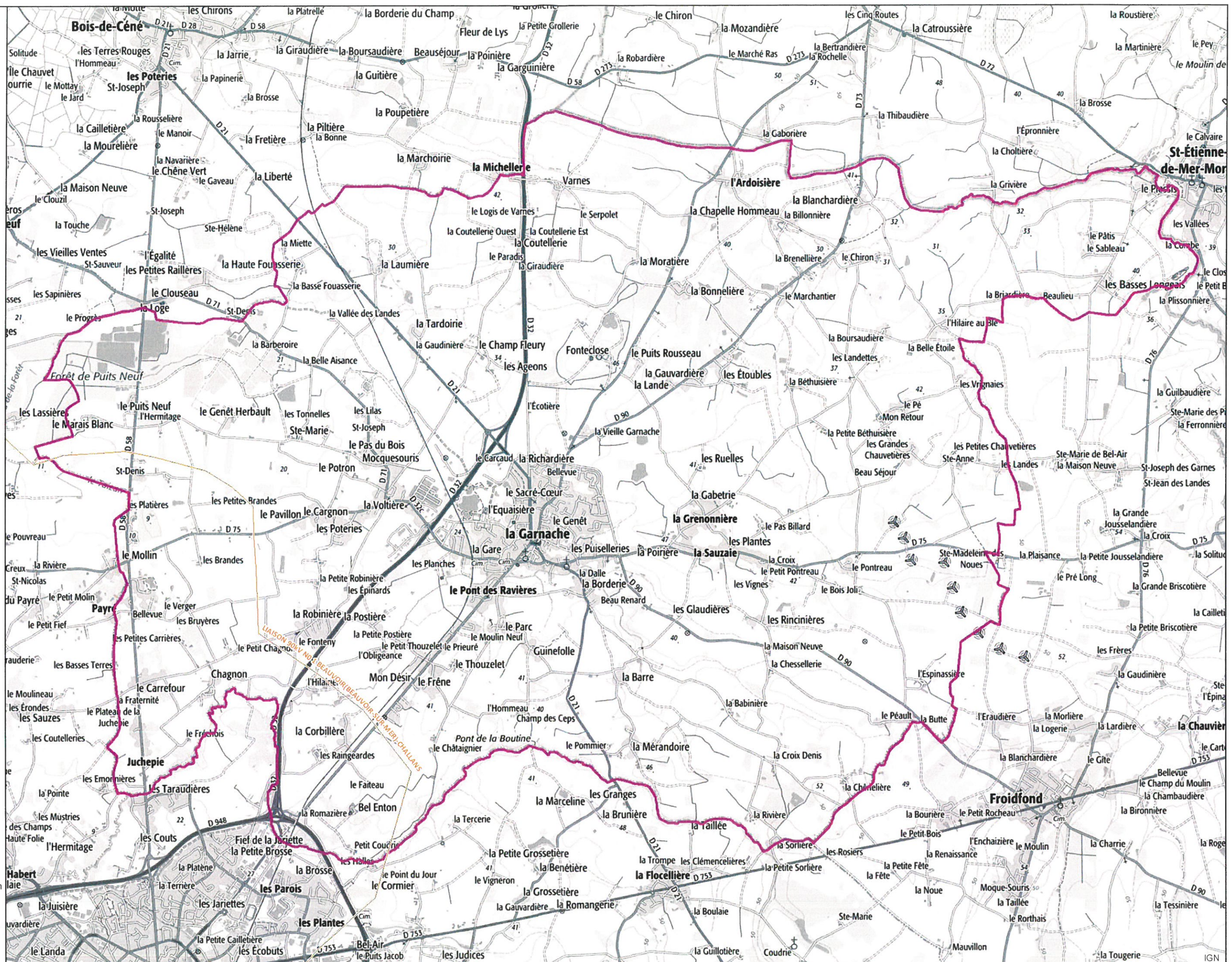


Le réseau de transport d'électricité

# La Garnache

85096

CC Challans-Gois Communauté



### Symbologie RTE

- Poste Ligne
- 400 kV
- 225 kV
- 150 kV
- 90 kV
- 63 kV
- < 45 kV
- ligne aérienne
- câble souterrain

### Symbologie I4 "CNIG"

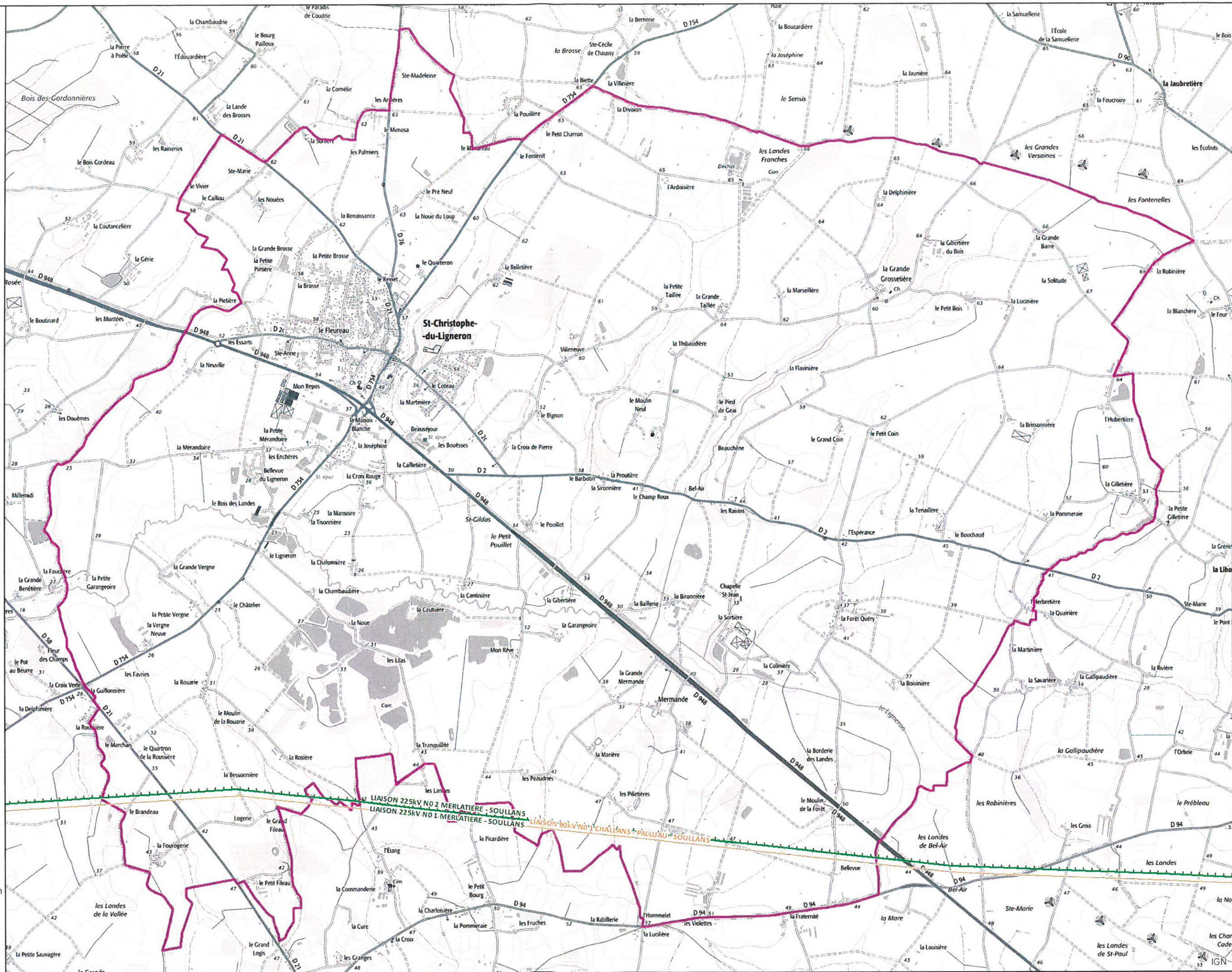
- Ligne aérienne
- Ligne souterraine

0 300 600 1 200 m

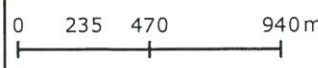
données SIG RTE accessibles sur <https://opendata.rte-france.com/>

RTE - DI Nantes  
BV 2017/3 - 07/11/2017

IGN



- Symbologie RTE**
- Poste Ligne
  - 400 kV
  - 225 kV
  - 150 kV
  - 90 kV
  - 63 kV
  - < 45 kV
  - ligne aérienne
  - câble souterrain
- Symbologie I4 "CNIG"**
- Ligne aérienne
  - Ligne souterraine



données SIG RTE accessibles sur <https://opendata.rte-france.com/>



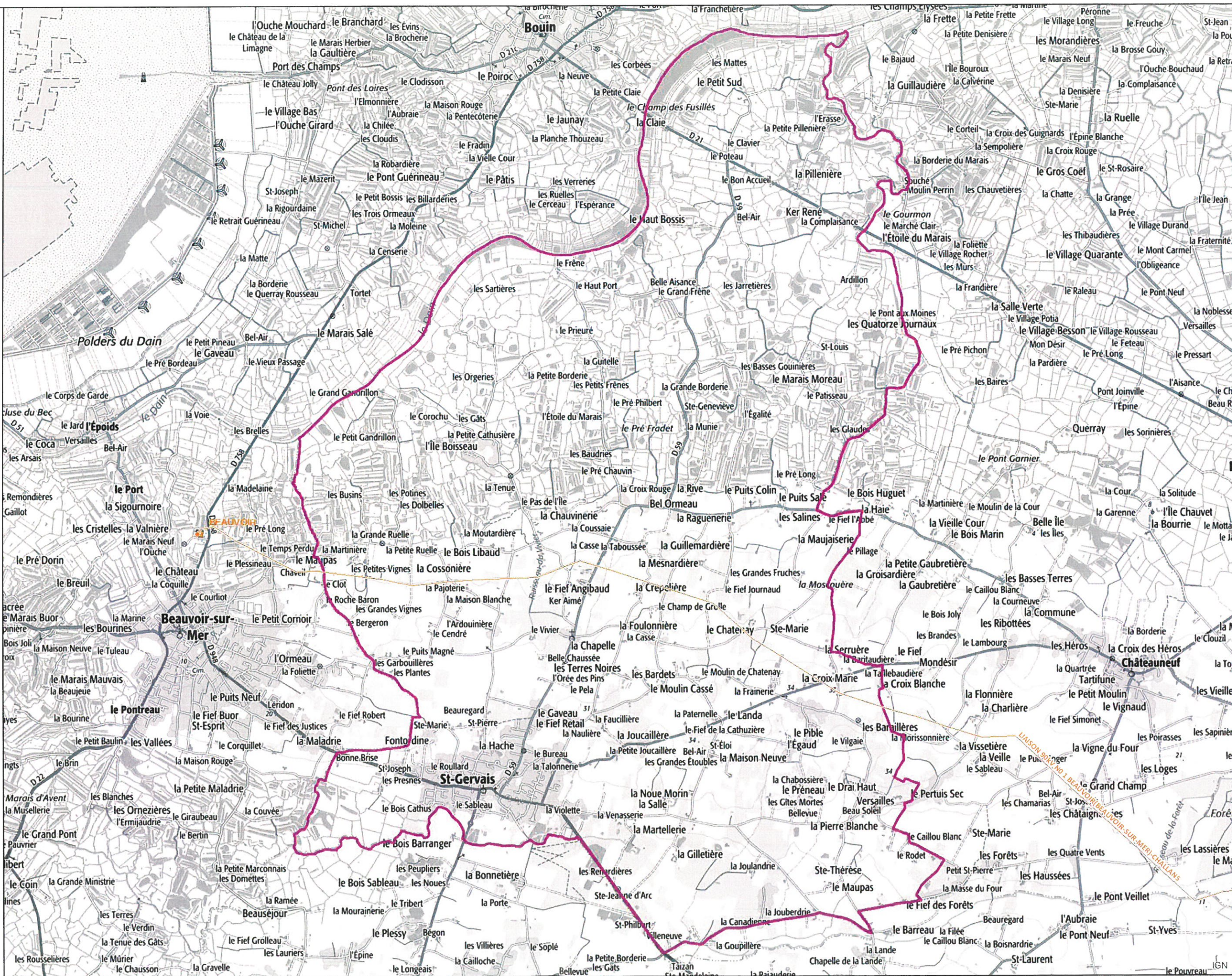


Le réseau de transport d'électricité

# Saint-Gervais

85221

CC Challans-Gois Communauté



### Symbologie RTE

- Poste
- Ligne
- 400 kV
- 225 kV
- 150 kV
- 90 kV
- 63 kV
- < 45 kV
- ligne aérienne
- câble souterrain

### Symbologie I4 "CNIG"

- Ligne aérienne
- Ligne souterraine

0 305 610 1 220 m

données SIG RTE accessibles sur <https://opendata.rte-france.com/>

RTE - DI Nantes  
BV 2017/3 - 07/11/2017

IGN

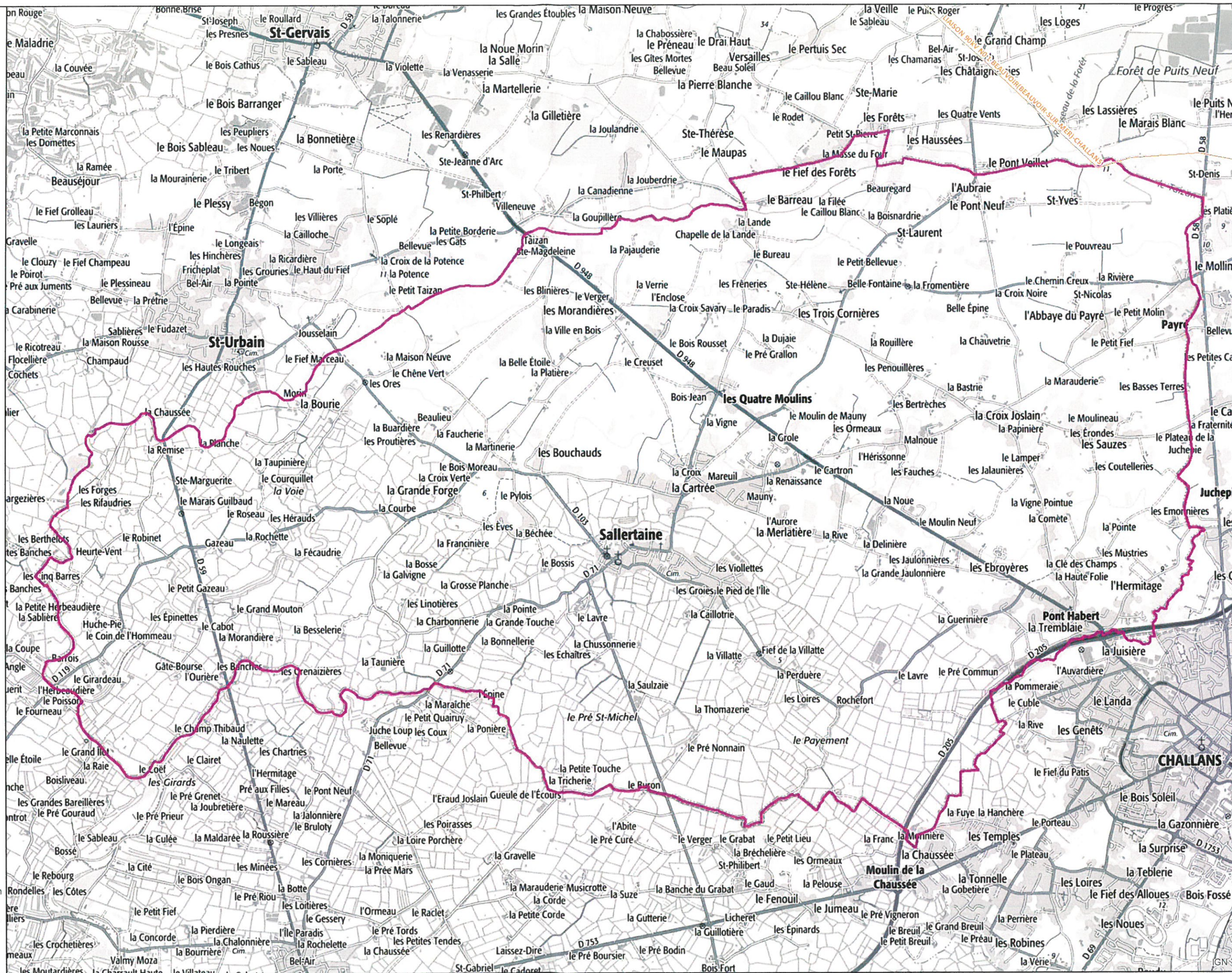


Le réseau de transport d'électricité

# Sallertaine

85280

CC Challans-Gois Communauté

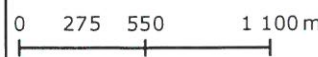


**Symbologie RTE**

- Poste
- Ligne
- 400 kV
- 225 kV
- 150 kV
- 90 kV
- 63 kV
- < 45 kV
- ligne aérienne
- câble souterrain

**Symbologie i4 "CNIG"**

- Ligne aérienne
- Ligne souterraine



données SIG RTE accessibles sur <https://opendata.rte-france.com/>

RTE - DI Nantes  
BV 2017/3 - 07/11/2017